Leïla Shahid à Paris, en octobre 2024. PHOTO LAURA STEVENS. MODDS

Leïla Shahid

«Cette reconnaissance n'est pas suffisante, il faut un cessez-le-feu à Gaza et mettre fin à l'occupation»

La reconnaissance de l'Etat palestinien par la France, ce lundi à l'ONU, est nécessaire mais ne résout pas tout, explique l'ex-déléguée générale de la Palestine en France, qui se dit indignée que l'on ergote sur l'avenir du territoire alors que des gens sont en train de mourir en masse.

Recueilli par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Elle a été déléguée générale de la Palestine en France de 1993 à 2005, puis auprès de l'Union européenne jusqu'en 2015 avant de jeter l'éponge, considérant qu'elle n'avait plus les moyens de briser l'inertie aussi bien des dirigeants palestiniens que de la communauté internationale. Après une période de retraite dans sa maison du Gard, Leïla Shahid reprend, à 76 ans, goût à la joute politique. Pour elle, *«on est revenu à la centralité de la question palestinienne»*.

Comment accueillez-vous cette reconnaissance de la Palestine, vous qui avez si longtemps milité en sa faveur?

La reconnaissance est nécessaire, très nécessaire même, mais pas suffisante. La question de la Palestine depuis un siècle dépend de cette reconnaissance pour la simple raison qu'on a voulu faire croire au monde que la Palestine était une terre sans peuple, mais c'est faux! Cette reconnaissance nous ramène au fondement du problème qui est de reconnaître le peuple et sa terre, reniée depuis plus d'un siècle comme le montre le slogan tant populaire en Occident à cette époque, *«une terre sans peuple pour un peuple sans terre»*. L'historien israélien Benny Morris a raconté avoir trouvé une lettre écrite de la main de Ben Gourion ordonnant d'expulser le plus grand nombre d'arabes en 1948. C'est ce que les Israéliens veulent refaire aujourd'hui: ils veulent le territoire sans la population.

C'est nécessaire aussi car cela fait plus de 70 ans que les présidents français parlent d'un Etat palestinien sans aller jusqu'à le reconnaître. De Charles de Gaulle à Jacques Chirac en passant par Giscard d'Estaing et Mitterrand. Toutefois, cette reconnaissance n'est pas suffisante. Car on parle de territoires occupés depuis 1967. Il faut impérativement mettre fin à cette occupation. Et, surtout, il faut réclamer un cessez-le-feu immédiat pour que cette tragédie du nombre de morts, qu'ils soient israéliens le 7 Octobre ou palestiniens livrés à un génocide, s'arrête!

Qu'avez-vous ressenti le 7 Octobre?

J'ai été horrifiée. J'ai toujours condamné le meurtre de civils. Si on n'a pas d'éthique, on n'est pas un mouvement de libération, on est des assassins. Le Hamas, malheureusement, n'a jamais eu de problème à tuer des civils.

Pensez-vous qu'il soit toujours populaire auprès de la population?

Non, s'il y avait des élections demain, il obtiendrait deux fois moins de suffrages qu'en 2006. Il a prouvé son échec. La société palestinienne a acquis une grande lucidité politique, elle sait que quiconque utilise des méthodes fascisantes prend le risque de les voir se retourner contre lui.

Comment expliquer qu'il ait fallu tant de temps pour cette reconnaissance?

Les Palestiniens, pendant longtemps, n'ont pas compris pourquoi il fallait créer un Etat juif là où chrétiens, juifs et musulmans vivaient ensemble normalement pendant les quatre siècles de présence ottomane. Ils ne connaissaient pas la Shoah. Moi, je n'ai appris les horreurs des camps de la mort qu'en arrivant en France, à 16 ans, dans les années 60. Yasser Arafat, lui aussi, a fini par comprendre d'où venait le besoin des juifs d'avoir leur propre Etat. C'est pourquoi, en novembre 1988, il a proclamé un Etat palestinien, sur 23% de la Palestine mandataire, reconnaissant par là même l'Etat d'Israël. Il était convaincu que l'important n'était pas le nombre de mètres carrés mais la proclamation d'un Etat. Arafat, contrairement à l'image qui en est donnée ici ou là, était un homme de compromis.

Vous diriez cela aussi de Mahmoud Abbas, l'actuel président de l'Autorité palestinienne?

Il y a une différence énorme entre Abbas et Arafat. Abbas, malheureusement, n'est pas à la hauteur des événements. Depuis deux ans, on ne l'a pas entendu. Je suis profondément déçue. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai quitté mon poste en 2015. J'ai dit que je prenais ma retraite pour ne pas donner d'arguments contre Abbas aux Israéliens, mais on ne prend pas sa retraite d'une cause qu'on défend.

Mahmoud Abbas s'est dit prêt à organiser des élections d'ici un an, voyez-vous une personnalité forte qui pourrait prendre le relais?

Je ne crois plus au prophète, ni en France ni dans le monde arabe. Je crois plutôt au processus démocratique. Ce sont les citoyens qui choisissent. On ne peut pas sauver un pays avec un seul homme ou une seule femme. Il faut juste qu'une nouvelle génération arrive au pouvoir et elle existe en Palestine. Elle est cosmopolite et laïque, elle ne veut pas être enfermée dans le nationalisme.

INTERVIEW

«Les populations des pays [arabes] sont très solidaires mais les dirigeants sont une honte. Ils sont complices des crimes en cours.»

Leïla Shahid ancienne déléguée générale de la Palestine en France

Vous dites que la reconnaissance n'est pas suffisante, pourquoi ?
Les Palestiniens, aujourd'hui, assistent à l'effacement de leur territoire le plus peuplé qui est Gaza. Les Israéliens ne peuvent pas bombarder la Cisjordanie car ils pourraient toucher les colons mais ils font des razzias dans les camps de réfugiés, ils ont compris que la révolte est portée par les réfugiés qui sont l'essence de la révolution palestinienne. C'est pour ça qu'il est important que, aujourd'hui à l'ONU, on explique comment on peut arriver à un Etat. Cela passe par un cessez-le-feu et la fin de l'occupation. Une partie de la société israélienne est en train de le comprendre.
Comment expliquez-vous le silence des dirigeants arabes sur l'anéantissement de Gaza ?
Ils n'ont aucune excuse, ils sont complices des crimes en cours. En deux ans, on ne les a quasiment pas entendus. Les populations de ces pays sont très solidaires mais les dirigeants sont une honte. Mohammed ben Salmane est terrorisé à l'idée que les Américains le lâchent comme ils ont lâché le Qatar. Les dirigeants arabes instrumentalisent la Palestine.
L'Arabie Saoudite porte malgré tout cette reconnaissance avec la France !
L'idée de Macron était d'associer Mohammed ben Salmane dans l'espoir qu'il rejoigne les accords d'Abraham en entraînant les Palestiniens avec lui. Mais aucun dirigeant arabe ne peut signer un traité visant à établir des relations commerciales avec Israël dans le contexte actuel !
Un Etat palestinien peut-il exister en étant démilitarisé ?
Mais tout ça, c'est du baratin ! On s'en fout ! Pour l'instant, on est face à un immense cimetière, on ne sait pas ce qui va se passer demain ! Je suis indignée qu'on me parle de l'avenir de cet Etat alors que des gens sont en train de mourir en masse sous nos yeux ! L'irresponsabilité des dirigeants politiques est immense, je n'ai jamais vu une telle lâcheté !
Vous croyez que l'UE a les moyens de renforcer les sanctions sur Israël ?
Le problème, c'est l'unanimité nécessaire dans la prise de décision de l'UE. Vous ne l'obtiendrez jamais avec des pays comme la Hongrie ou l'Allemagne. En revanche, l'UE pourrait décider de constituer des «task forces». Rien ne l'empêche, vu l'état chaotique du monde, de constituer des sous-groupes. Sur les 27, il y en aura au moins 15 qui seront OK. Mais il faut une volonté politique. C'est là où il manque une personnalité d'exception qui comprenne qu'il y a là un rôle historique à jouer. ◂▸

Benyamin Nétanyahou et Emmanuel Macron (de dos) à Jérusalem le 24 octobre 2023. PHOTO CHRISTOPHE ENA. AFP

«Une défaite israélienne colossale»

Administration militaire ou émigration forcée des Gazaouis sont les deux principales issues envisagées en Israël pour la bande de Gaza. Comment, dans cette conjoncture, la France aurait-elle pu rester inactive ?

Par
DENIS CHARBIT

DR

Professeur de sciences politiques à l'Université ouverte d'Israël

La République française s'apprête ce lundi à reconnaître l'Etat de Palestine. Journée historique, plaideront les uns, journée sans importance, proclameront ceux qui veulent minimiser l'événement, faute d'être parvenus à l'empêcher.
En cette affaire, la France a enregistré une victoire : non parce qu'elle fera partie des quelque 150 pays qui auront reconnu l'Etat de Palestine, mais parce qu'elle est parvenue à entraîner dans son sillage un bon nombre de pays du monde occidental, tels le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, le Portugal et la Belgique. Si la France a pris cette initiative, c'est aussi parce que le président des Etats-Unis a renoncé définitivement à être «l'honnête médiateur» que tous ses prédécesseurs s'étaient efforcés d'être tout en maintenant, il est vrai, une relation spéciale avec l'Etat d'Israël. Lors de son entrée à la Maison Blanche, Trump a semblé assumer cet héritage en imposant au gouvernement israélien l'accord sur la libération partielle des otages. Depuis, Trump couvre toutes les décisions de Nétanyahou et il a été le premier à lancer ce projet immonde de faire de Gaza une riviera sans les Palestiniens. Les relations internationales ne connaissent pas le vide : la place des Etats-Unis devenue vacante, la France avait le devoir de l'occuper.
Mais autant qu'une victoire diplomatique de la France, cette reconnaissance est une défaite israélienne colossale : l'effondrement d'un accord tacite qui existait entre tous les pays de l'Union européenne et Israël depuis la déclaration de Venise en 1980. Depuis un demi-siècle déjà, la diplomatie israélienne est parfaitement consciente que l'Europe, entraînée sur cette voie par la France, milite pour la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien. Lorsqu'elle était encore rationnelle, la diplomatie israélienne avait admis qu'elle ne parviendrait jamais à convaincre la France et l'Europe d'y renoncer. Aussi s'est-elle efforcée d'obtenir une concession, et une seule, mais de taille : la France et l'Europe reconnaîtront l'Etat de Palestine après l'Etat d'Israël, pas avant. En contrepartie, Israël s'est toujours montré disposée à négocier sans pour autant s'engager à fournir le résultat espéré.
Tirant parti de la marginalisation du problème palestinien après les «printemps arabe», Nétanyahou a annoncé en 2014 qu'il interrompait toute négociation avec l'Autorité palestinienne. François Hollande et Emmanuel Macron ont accusé le coup. Il y a un an, Macron refusait encore d'emboîter le pas à l'Espagne, à l'Irlande et à la Norvège. Que s'est-il passé pour qu'il change d'avis ? Qu'a fait la diplomatie israélienne pour dissuader Macron d'en arriver là ? Rien. Nétanyahou avait deux atouts pour freiner ce type de décision. Le premier était d'arrêter la guerre : si la deuxième phase du plan signé par les parties en janvier dernier était allée à son terme, Macron aurait suspendu sa décision.
Un deuxième facteur aurait pu être mobilisé : l'annonce par Nétanyahou d'un plan consécutif à sa «victoire totale» sur le Hamas. Or, les deux sons de cloche qu'on entend, côté israélien, concernant «le jour d'après» sont ou bien la mise en place d'une administration militaire israélienne, calquée sur celle qui règne en Cisjordanie, ou bien des déclarations incendiaires sur l'émigration forcée des Gazaouis et la recolonisation de la bande de Gaza.

TRIBUNE

Comment dans cette conjoncture la France aurait-elle pu rester inactive ? Ajoutons à cette donne la reprise des combats, la situation de famine et l'ampleur des destructions qui ne sont nullement dictées par la recherche des otages, comme on le prétend, mais par une volonté systématique de faire table rase d'un des pôles urbains majeurs de la société palestinienne, et l'on aura compris que Nétanyahou n'a guère laissé à Macron d'autre choix que de reconnaître l'Etat de Palestine. Ivre du chèque en blanc que Trump lui délivre, le gouvernement israélien n'a cure de l'Europe et du reste du monde.
Quelles seront les conséquences de cette reconnaissance sur les relations bilatérales ? Si les relations franco-israéliennes ont connu tous les climats, il est **Suite page 8**

> Ivre du chèque en blanc que Trump lui délivre, le gouvernement israélien n'a cure de l'Europe et du reste du monde.